que l'auteur a tiré de son sujet tout le parti possible. Sur plus d'un point, toutefois, il y aurait pu à la critique : le point de départ d'abord, le rendez-vous nocturne donné à Ferréol par une femme telle qu'on nous représentera Roberte, est inadmissible. Puis le dénouement n'est pas proportionné à l'action; c'est un dénouement de vaudeville venant terminer un gros drame. Malgré les défauts qu'il est possible d'y relever, reconnaissons que l'œuvre est intéressante et originale. Elle a reçu du public, avons-nous dit, le plus chaleureux accueil.

Une bonne partie du succès est due à l'interprétation, qui est tout à fait remarquable. M. Worms, dans le personnage de Ferréol; Mme Delaporte, dans celui de Roberte, ont excité à l'envi les applaudissements. MM. Landrol, Pujol, Français, Mmes Fromentin, Legault tiennent avec distinction les autres rôles. Peut-être H. Lesueur charge-t-il trop le type caricatural du juré récalcitrant. Mais il introduit du moins un peu de gaieté dans une pièce qui serait, sans lui, trop uniformément sombre. — L. M. (Français.)

LETTRE DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 18 novembre.

Je ne saurais trop répéter à nos amis que la Chambre touche à ses derniers jours, qu'il n'y a pas un moment à perdre pour se préparer aux élections du Sénat et de la nouvelle Chambre des députés.

S. A. R. le duc de Parme vient de traverser Paris, se rendant à Frohsdorf. Les dépêches et les journaux alphonisistes affectent de tourner en ridicule la lettre adressée par le roi Charles VII à son cousin don Alphonse; tant pis pour le jeune cousin, pour ses ministres et leurs journaux, s'ils ne comprennent pas cet acte admirable d'un vrai patriotisme ! Ce n'est pas seulement en Espagne que peut s'appliquer cette belle déclaration adressée par Charles VII à son cousin :

« Le droit légitime de celui qui commande est le seul qui peut réformer sans contrainte, céder sans faiblesse, sans colère, gouverner sans passion. »

Les alphonisistes n'ont pas encore le droit de se montrer si fiers; j'ai reçu communication d'une lettre récente, écrite par l'un d'eux, à un de ses patrons à Paris :

« Don Carlos est toujours maître de la Navarre et des provinces du Nord, et malgré le dire des optimistes, la guerre n'est pas finie. Dans toute l'Espagne, la misère est grande, les contributions sont excessives et la récolte de cette année est détestable. »

« L'insurrection de Cuba augmente au lieu de diminuer, malgré tous les embarquements de pauvres gens qu'on envoie là mourir. J'ai vu partir, ces jours-ci, plus de 5,000 hommes. D'un autre côté, les républicains s'agitent et même ont pris les armes dans le Nord de l'Andalousie, ce qui fait que nous sommes sans télégraphe. On prépare, au milieu de tout cela, les élections, qui seront certainement faites contre le gouvernement. Qu'arrivera-t-il ensuite ? Je suis, vous le savez, dans le pays des problèmes insolubles. »

Aujourd'hui sont célébrés les funérailles du comte Gurowski à Durango, avec les honneurs dus aux grands d'Espagne de première classe.

Le parti radical, et il ne faut pas oublier qu'il est partout le même, vient de donner à Genève le spectacle d'un véritable scandale. Dans l'élection préparatoire qui vient d'avoir lieu, il a fait écarter M. A. Girod, uniquement, avouons ses organes, « parce qu'il avait mis bon ordre aux agissements de l'Association Internationale. » et fait respecter la liberté du travail.

On m'écrit de Berne, 16 novembre : « Après les élections au conseil national, survinrent d'autres élections d'une portée moins générale, mais d'un intérêt peut-être plus palpitant, en regard aux acteurs qui sont en scène : c'est à ce point de vue que je vous signale le vote de dimanche dernier à Genève. »

Le gouvernement Carteret est sorti victorieux de l'épreuve; trois de ses collègues au conseil d'Etat qui, en plusieurs occasions, avaient mis un serre-frein à ses tendances extrêmes, se sont vu retirer les grâces du parti radical : ils sont aujourd'hui remplacés par de plus fougueux. Le quatrième, M. Ormond, ne s'est maintenu qu'à peine.

« Vous avez vu la politique de Carteret à l'œuvre pendant qu'elle était encore enrayée par une majorité de quatre voix sur trois. Vous l'allez voir désormais, libre de toute entrave, se précipiter plus aveugle que jamais, dans les aventures d'un pouvoir absolu et illimité. C'est vous dire que la situation s'est aggravée à Genève, toute grave qu'elle ait pu vous paraître jusqu'à ce jour. »

La presse anti-religieuse en France et à l'étranger, a fait beaucoup de bruit, dans ces derniers temps, d'une lettre adressée en 1869, au chanoine Dollinger, de Munich, par M. de Montalembert, et livrée au public par le *Mercurio Alemannico*. J'apprends que MM. le vicomte de Meaux, le comte Corlindet, Léopold de Gaillard, exécuteurs testamentaires chargés par le grand orateur catholique du soin de la publication de ses papiers, ont adressé une protestation à M. Dollinger contre cet abus de confiance. On m'assure, en outre, qu'ils ont consulté les juriconsultes les plus compétents en France et en Allemagne, sur la question de savoir si semblables procédés, condamnés d'avance par la conscience

publique, ne sont passibles d'aucune pénalité.

Notez qu'à l'époque où cette lettre a été écrite par M. de Montalembert, le concile n'était même pas réuni, et les catholiques avaient toute liberté d'exprimer leur opinion sur les dogmes qui devaient être promulgués au Vatican.

Après 1870, M. de Montalembert n'eût donc jamais écrit la lettre publiée avec tant de mauvaise foi par le chef des vives catholiques allemands.

Les exécuteurs testamentaires de M. de Montalembert préparent la publication d'une partie de sa correspondance et vont faire paraître prochainement deux volumes inédits : *Les Papes-moines*.

P. S. — Sur les 15 commissaires élus pour le projet de loi de la presse, 11 sont contre et 4 seulement pour. Un certain nombre de membres de la droite ou des bonapartistes ont voté contre ou se sont abstenus.

M. Dufaure a vivement défendu son projet; on disait, ce soir, à Versailles, que, très-froissé de la forte majorité qui s'est déclarée contre ce projet, il paraissait vouloir poser la question de portefeuille.

DE SAINT-CHÉRON.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 18 novembre 1875.

Présidence de M. d'ADIFFRET-PASQUIER

La séance est ouverte à 2 h. 50.

Après l'adoption du procès-verbal, l'Assemblée vote sans débat le projet de loi ouvrant au ministre de l'instruction publique un crédit relatif au loyer de l'Opéra-comique et le projet de loi ouvrant au ministre de la justice un crédit pour la création des chambres nouvelles dans les tribunaux de la Seine et à Lille.

Le projet de loi tendant à prouver la convention passée entre la France et l'Allemagne relativement aux mandats de poste, est également adopté.

L'Assemblée passe ensuite à la discussion du projet de loi de justice militaire.

Ce projet est adopté.

Après avoir voté un projet intéressant spécialement la ville de Paris, l'Assemblée décide, sur la demande de M. Ricard et pour laisser à la commission compétente le temps d'examiner les amendements et d'arrêter le tableau des circonscriptions, qu'elle ajourne à lundi la discussion du projet de loi électoral.

La discussion de la proposition concernant le rétablissement des zones et l'abaissement des tarifs des tabacs est également ajournée.

L'Assemblée décide qu'elle ne siégera pas avant lundi prochain.

La séance est levée à 5 h.

ETRANGER

ALLEMAGNE. — Berlin, 12 novembre.

J'étais bien renseigné quand je vous ai écrit que les rapports entre l'Allemagne et l'Italie n'avaient rien gagné à l'entrevue de Milan, et que les hommes d'Etat de Berlin étaient revenus bredouille de leur dernière chasse diplomatique aux alliances. J'ai reçu récemment de nouveaux renseignements à cet égard qui confirment les premiers et qui méritent d'être livrés à la publicité. Les conseillers actuels de Victor-Emmanuel, qui l'avaient accompagné en septembre 1873, dans son voyage à Berlin, remportèrent de cette froide capitale du Nord les impressions les plus désagréables. Ils ne virent pas un diplomate, pas un homme d'Etat, qui ne leur rappelât les services rendus par l'Allemagne à l'Italie, comme si on eût voulu provoquer une expression formelle de leur reconnaissance.

M. Visconti-Venosta demanda à M. de Bismarck, alors malade, une entrevue qui lui fut accordée après deux jours d'attente.

Il se rendit à l'hôtel de la *Willemsstrasse*, avec son collègue, M. Minghetti, et là ils trouvèrent le « grand homme » assis, les pieds dans la ouate, posés sur une chaise basse, coiffé d'un gros bonnet de fourrure, qu'il n'ôtait pas devant eux. Ce fut à peine s'il daigna les faire asseoir. Il leur exposa ses vues sur les meilleurs moyens d'écraser l'hydre ultramontaine, et les congédia d'un geste, sans prendre la peine de se lever, et sans ôter son bonnet. Ils se retirèrent très-édifiés sur la courtoisie du grand homme, et ils emportèrent précieusement à Rome le souvenir de toutes ces choses. Victor-Emmanuel lui-même, avec sa brutale franchise, trouva le moyen de lâcher devant son hôte un de ces mots qu'on n'oublie plus quand on les a reçus en pleine poitrine.

Un jour, après dîner, il lui dit avec une intention qui n'avait rien de blessant dans sa pensée, et simplement pour montrer combien entière était sa franchise :

« C'est singulier, sire, j'avais toujours pensé que je viendrais un jour à Berlin; mais, s'il faut vous dire la vérité, j'avais compté y venir avec Napoléon III, chacun à la tête de nos armées. »

Guillaume I^{er} sourit de cette saillie; mais il est probable qu'il la trouva mauvaise.

Depuis l'entrevue de Berlin jusqu'à l'entrevue de Milan, les rapports ont toujours été plus ou moins froids entre les deux pays, et la cause principale de cette froideur voisine de la tension a été dans le refus opposé constamment aux instances importunes de M. de Kandel, ministre d'Allemagne en Italie. Celui-ci n'a cessé un seul jour de recommander à M. Minghetti la persécution ouverte de l'Eglise catholique en Allemagne. C'est ce que le comte d'Arnim, dans sa récente brochure, appelle la « Recette ecclé-

siastique » du prince de Bismarck, la *Revelata Variniensis*. Seulement, MM. Minghetti et Visconti-Venosta ont refusé d'en goûter et s'en sont tenus à leur recette de famille, à leur médecine domestique. Cette résistance du gouvernement italien aux conseils de Varzin est la vraie raison qui a retenu le prince de Bismarck dans son domaine, tandis que l'empereur Guillaume se rendait à Milan. M. de Bulow, son suppléant au ministère des affaires étrangères, est un diplomate de troisième ordre qui est à la fois raide et suffisant, mais n'a rien de la souplesse et de la finesse réputées nécessaires chez les hommes politiques dans sa position. Il est certain qu'il a abordé une fois, avec les ministres italiens, la *Question du Conclave* pendant l'entrevue de Milan; mais il est non moins certain que ses avances et ses conseils, en vue d'une action commune à cet égard, ont été péremptoirement écartés.

L'empereur Guillaume n'a pas osé en souffler mot à Victor-Emmanuel et il a dû revenir avec M. de Bulow et ses secrétaires *re infecta*. Le discours récemment prononcé par M. Minghetti à Cologne a appris la chose aux Italiens. Le ministre leur a clairement donné à entendre qu'il ne veut point s'approprier les recettes politiques de M. de Bismarck, et son discours a eu ici un prompt retentissement.

La *Gazette nationale* s'est écriée : « Puisque les Italiens ne veulent pas s'associer à notre politique religieuse, il ne valait pas la peine que l'empereur allât s'exposer à atraper un rhume en traversant les Alpes, et M. de Bismarck a bien fait de rester à Varzin. » Ce cri du cœur échappé aux nationaux-libéraux, dont ladite *Gazette* est l'organe, se recommande à l'attention des Italiens.

Il est vrai que, dimanche dernier, l'empereur Guillaume, en recevant les membres du bureau du Reichstag, leur a parlé de « l'enthousiasme » avec lequel il a été reçu à Milan, et aussi de « l'étrange solidarité d'intérêts » qui unit les deux peuples.

Ce sont là deux illusions profondes qu'il serait cruel de vouloir enlever aux vieux monarches. Mais ce sont uniquement des illusions.

Le chancelier de l'empire est attendu vers la fin de ce mois-ci; c'est, du moins, ce que ses amis annoncent avec certitude.

Il viendra appuyer de sa parole divers projets de loi, dont le succès paraît lui tenir fort à cœur, et que le parti ministériel paraît vouloir rejeter ou amender.

Il s'agit surtout de quelques nouveaux articles à ajouter au code pénal et dirigés surtout contre la liberté de la presse, le droit de réunion et d'association; il est vrai que les articles sont dirigés surtout contre les catholiques et les socialistes. Mais il est, non moins clair qu'ils pourraient un jour être retournés contre les nationaux-libéraux. Ce projet de loi provoquera certainement de vives et intéressantes discussions, qui deviendront palpitantes d'émotion, si le chancelier vient les enflammer du feu de sa parole hautaine, impérieuse, et de son argumentation toujours plus ardente et plus passionnée qu'elle n'est logique.

Vous savez le bruit que fait ici la dernière brochure du comte d'Arnim, que la police a recherchée et saisie dans tous les lieux publics.

L'éditeur de Zürich paraît avoir prévu cette saisie et redouté une perte, car il n'a envoyé qu'une dizaine d'exemplaires à Berlin; les libraires auraient pu en vendre deux mille, car ils ont été assaillis de demandes de tous côtés.

Certaines révélations contenues dans cette livraison, qui doit être bientôt suivie d'une seconde, sont de nature à remuer profondément la bile du prince de Bismarck. Rien n'aura plus blessé que le passage où le comte d'Arnim reproduit les paroles à lui adressées par l'empereur le 1^{er} septembre 1873 : « Le fond du caractère du prince de Bismarck est la rancune. C'est triste d'avoir à le constater chez un homme à qui l'on doit tant. J'ai dû lui sacrifier plusieurs fidèles serviteurs : Goltz, Thile, Usedom, etc. Maintenant, c'est à votre tour. » Vous pouvez vous imaginer avec quelle surprise le chancelier a appris le langage tenu sur son compte par l'empereur.

Une autre anecdote non moins curieuse est la suivante : En 1857, lorsque M. Manteuffel (cousin du général) était ministre des affaires étrangères, M. de Bismarck, alors ministre à Francfort, si je ne me trompe, vint lui demander une prolongation de congé. M. de Manteuffel lui répondit : « Mon cher M. de Bismarck, je sais que vous avez employé votre congé à conspirer contre moi, et que votre dessein est de continuer. Eh bien ! je vous l'accorde, et vous souhaite bonne chance. »

M. de Bismarck, ajoute l'auteur de la brochure, ne répondit pas, et parut fort embarrassé. » On le serait à moins.

Le bruit avait couru que le prince songeait à se rapprocher des catholiques, et l'on disait même que des négociations avaient déjà été engagées indirectement entre lui et les députés du Centre. Ces derniers ont fait démentir le fait dans la *Germania*; mais ils déclarent, en même temps, qu'ils sont prêts à faire la paix avec le chancelier, si celui-ci veut se prêter à une révision des lois de mai. Il reste à savoir si le chancelier, frappé par l'échec évident de sa politique religieuse, aura le courage d'avouer qu'il s'est trompé et d'entreprendre la réparation de ses fautes. Ce serait bien la première fois qu'un homme d'Etat aurait

donné un pareil spectacle, et je me refuse à croire la chose possible avant de l'avoir vue.

La question économique, qui est un des côtés les plus sombres de la situation, conserve toujours sa gravité, et elle paraît aussi éloignée que jamais d'une solution.

Pour que l'industrie allemande se relève, il faut qu'elle retrouve un marché; or, le monde entier s'est fermé à cette industrie depuis la guerre, parce que, depuis cette époque, ses produits sont devenus chaque jour plus chers et plus mauvais.

Je ne vous parle pas de la question d'Orient qui se développe et mûrit lentement. On ne pense pas qu'il se fasse rien de sérieux avant les premiers mois du printemps. Mais alors, attendez-vous à voir la Russie marcher résolument du côté de Constantinople, l'Autriche s'agitant pour avoir aussi sa part du gâteau, et tandis qu'elle courra après cette ombre, elle sentira s'enfoncer dans sa chair les serres d'un vautour qu'il est inutile de désigner autrement.

Plus que jamais l'Angleterre songe à occuper l'Egypte, pour assurer ses communications avec ses vastes possessions de l'Inde. (*Décentralisation*).

Outre la lettre que nous avons publiée dans notre dernier numéro relativement aux discours prononcés par M. Blondel, doyen de la Faculté de Droit de Douai, à l'occasion de la séance de rentrée, nous trouvons dans le *Courrier douaisien* plusieurs autres lettres parmi lesquelles il en est une que nous croyons devoir reproduire.

« Monsieur le rédacteur, »

« D'autres vous raconteront sans doute, par le menu, la scène vraiment scandaleuse à laquelle a donné lieu le discours de M. Blondel, doyen de la Faculté de Droit, à l'occasion de la séance de rentrée. Un professeur de l'école de Droit, M. Terrat, a quitté l'Université pour prendre place parmi les professeurs de la Faculté libre de Paris. A ce propos, M. Blondel s'est permis de représenter l'Université libre comme faisant aux professeurs de l'Etat les plus brillantes promesses pour les décider à passer dans les rangs ennemis. »

« Mais, cher monsieur le Doyen, où voulez-vous que l'Université libre aille recruter des professeurs sinon parmi ceux à qui l'Etat a conféré des titres ? Pendant soixante ans, l'Etat enseignant seul a pu en donner. D'ailleurs, rassurez-vous, cher et docte M. Blondel, votre vertu échappera à ces tentatives si périlleuses auxquelles M. Terrat a succombé, et votre grandeur d'âme n'aura pas à refuser les présents d'Artaxerxès. »

« M. Terrat est sans doute de ceux qui veulent transformer la France en un vaste monastère, comme dit M. le Doyen. Voyez-vous d'ici M. Blondel réduit à la portion congrue et remplaçant la simarre universitaire par le froc monacal ? Qu'elle soit noire ! »

« Mirabeau, dans un de ses plus beaux mouvements d'éloquence, s'écriait : « Un homme d'honneur doit être fier de ses amis comme de ses ennemis. » Il y a longtemps que nous sommes fiers des amis de l'Enseignement libre, et nous lui souhaitons beaucoup d'ennemis aussi maladroits que M. le Doyen de la Faculté. »

« Veuillez agréer, etc. »

« Un admirateur de M. Terrat. »

Inauguration de la Faculté Catholique de Lille.

Nous avons assisté aujourd'hui à une belle et imposante cérémonie. Nous voulons parler de l'inauguration de notre Université catholique.

A dix heures et demie un grand messe était célébrée par S. G. Mgr de Lydda afin d'appeler les lumières de l'Esprit-Saint sur les professeurs et les élèves de la nouvelle Faculté.

Les regards de la foule se portaient avec confiance et sympathie sur les professeurs qui, avant d'entreprendre leurs travaux et d'entrer dans cette lutte qui doit être si féconde en bons résultats, étaient venus s'agenouiller devant les autels de Celui qui est la source de toute science et de toute sagesse.

Après l'Evangile, S. G. Mgr Monnier s'est adressé à cette foule recueillie, et, dans une chaleureuse et éloquente improvisation, a montré que sans la religion et sans la foi il n'y avait ni intelligence ni lumière et que l'esprit de l'homme était condamné à s'égarer dans les ténèbres et le chaos.

Nous n'avons pas besoin de dire que les paroles de Mgr de Lydda ont été éloquentement répondues aux convictions de tous et particulièrement des professeurs.

A trois heures et demie de l'après-midi l'inauguration de la Faculté avait lieu dans une des salles de l'établissement qui lui est affecté, rue Royale, hôtel de l'ancienne Préfecture.

Mgr l'évêque d'Arras présidait la cérémonie, ayant à sa droite Mgr de Lydda, et à sa gauche M. le maire de Lille.

Il y avait également sur l'estrade Mgr Scott, ainsi que tous les archiprêtres du diocèse, les professeurs en robe, — ayant à leur tête M. le recteur et M. le doyen, — et les membres de la commission du Comité catholique dont l'honorable M. Champeaux remplit avec tant de zèle et d'intelligence les fonctions de secrétaire.

S. G. Mgr Lequette a ouvert la séance par la lecture de la lettre suivante, adressée à Mgr de Lydda par notre vénéré pasteur Son Eminence le Cardinal-Archevêque :

Mon cher Seigneur, j'aurais vivement désiré prendre part aux graves et importantes réunions que vous allez

avoir à présider à Lille, Mgr d'Arras et vous. Mais le poids des ans, qui est devenu assez lourd pour moi, la dureté de la saison où nous venons d'entrer et la fatigue que m'ont laissée les quelques travaux que j'ai dû supporter en ces derniers temps, ne me permettent pas de suivre les longues et solennelles séances que vont exiger vos pieux et doctes travaux. On voudrait bien me plaindre de la privation que j'éprouve et excuser mon absence forcée.

Cette absence, du reste, ne pourra, grâce à Dieu, laisser à personne aucun regret. Les membres si dévoués de notre Université naissante et les généraux catholiques qui la patronnent avec tant de zèle, au lieu de quelques mots d'encouragement et de félicitations que j'aurais pu leur adresser, vont entendre le Vicairé de Jésus-Christ, notre glorieux et bien-aimé père Pie IX. Veuillez leur donner communication du bref ci-joint, que je viens de recevoir de Sa Sainteté et que je m'empresse de vous transmettre.

Recevez, mon cher Seigneur, l'assurance de mes sentiments très-affectueux et tout dévoués.

R. F. CARDINAL RÉGNIER, Archevêque de Cambrai.

Après la lecture de cette lettre, qui a été vivement applaudie, M. Champeaux s'est levé et a lu un remarquable rapport sur les travaux de la commission qui a présidé à l'organisation de la Faculté.

Nous ne voulons pas nous en rapporter à notre mémoire pour analyser ce rapport ainsi que les discours qu'a prononcés ensuite M. le Recteur de l'Université. Nous espérons les avoir bientôt sous les yeux et en donner les principaux passages.

M. de Varelle, doyen de la Faculté, a pris enfin la parole, et, pendant près d'une heure, a tenu tout son auditoire sous le charme de son esprit et de son éloquence.

Elève de l'Université, il n'est point ingrat envers ses anciens professeurs et sait reconnaître tout ce qu'il y a en eux d'intelligence, de savoir et de dévouement. Mais cette reconnaissance, qui est le lot des âmes d'élite, ne saurait lui faire oublier tous les dangers que présente l'enseignement universitaire pour les jeunes gens qui veulent conserver leurs croyances religieuses et faire marcher de pair leur amour de la science et leurs devoirs de catholiques.

Il était impossible de parler avec plus de tact, d'esprit et d'éloquence. L'ironie est toujours tempérée chez M. de Varelle par ce je ne sais quoi de élément et de doux qui laisse apercevoir le trait sans lui permettre d'être trop agressif.

Dans ce discours, que nous ferons notre possible de reproduire en entier, toutes les erreurs, toutes les calomnies, répandues depuis longtemps sur l'enseignement religieux, sont réfutées et combattues avec une logique et une verve qui ont mérité au jeune et éloquent doyen un succès qui, au moment, tenait du délire.

Mgr l'évêque d'Arras a terminé cette imposante cérémonie par quelques-unes de ces paroles qui, sorties du cœur, vont droit au cœur de celui qui écoute. Et comme pour porter au comble l'enthousiasme et la foi de tous ses auditeurs il a lu le Bref suivant de Notre St-Père le Pape, adressé à Son Eminence le cardinal-archevêque de Cambrai.

PIE IX, PAPE.

Notre très cher Fils, salut et bénédiction apostolique.

Nous apprenons avec une très vive satisfaction ce que vous, Notre cher Fils, nous mandez conjointement avec notre vénérable Frère Jean-Baptiste Joseph, évêque d'Arras, des efforts que vous faites afin de pourvoir à la bonne éducation de la jeunesse, en instituant au moins quelques Facultés, et en commençant ainsi l'établissement de l'Université que vous avez projetée.

Nous voyons, en effet, combien d'esprits sont gâtés par les captieuses dispositions des lois, et dans combien de cœurs on fait pénétrer le matérialisme, par les vaines et mensongères déductions que l'on tire avec un grave et scientifique appareil de l'étude de la Physique.

Jugeant donc qu'il est très utile d'opposer à ces maux un vrai et solide enseignement, lequel étant soumis à la surveillance et à la direction des Evêques, ne puisse en aucune manière s'écarter de la vérité, nous faisons des vœux pressés pour le plein succès de l'œuvre que vous avez commencée, pour tous dans l'exécution de cet excellent dessein.

Nous sollicitons, du reste, que vous ayez un gage de la faveur divine dans la bénédiction apostolique que nous vous envoyons très affectueusement, comme gage de notre bienveillance toute particulière, à vous, notre cher Fils, et à notre Frère l'évêque d'Arras, à tous ceux qui, de quelque manière que ce soit, vous secondent dans votre entreprise, au clergé et aux fidèles de votre diocèse, ainsi qu'à tous ceux du diocèse d'Arras.

Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 4 novembre 1875, la trentième année de notre pontificat.

PIE IX, PAPE.

La lecture de ce Bref, qui est une preuve si évidente de l'amour et de la sollicitude de Notre Souverain Pontife pour tous ses enfants, a été saluée par les cris plusieurs fois répétés de : Vive Pie IX ! Vive Notre Saint-Père !

NN. SS. les évêques d'Arras et de Lydda se sont ensuite avancés sur l'estrade et ont donné leur bénédiction à cette foule empressée et pieusement agenouillée.

Donc, le principal de l'œuvre est fait. A peine la loi est votée, que déjà les catholiques organisent sur tous les points de la France des écoles d'enseignement supérieur. Ne semble-t-il pas que c'est une aurore nouvelle qui lève, à notre horizon, juste au moment où les passions révolutionnaires s'affirment avec plus d'éclat et plus d'audace que jamais ?

Où, au moment où la Révolution est victorieuse partout, au moment où les hommes qui ont juré la destruction de la société chrétienne dressent la tête avec le plus d'orgueil et se orient à la veille de voir le triomphe de leurs sophismes, c'est le moment que Dieu choisit pour dire aux hommes de bien : « Levez-vous et affirmez votre foi. »

En contemplant aujourd'hui cette jeunesse studieuse et fière dont la foi

sait braver tout respect humain; en admirant ces jeunes professeurs, si remplis de courage et de zèle, en nous souvenant surtout du but que tous ensemble ils se proposent d'atteindre, nous nous disions que la révolution en a meurt, et que notre vieille France, la France de Clovis et de Saint-Louis, celle qui s'est toujours glorifiée d'être la fille aînée de l'Eglise, peut être régénérée encore et que elle le sera avec l'aide de Dieu ! C'est notre espoir et il ne sera point déçu, nous en avons pour garant le spectacle qui nous a été offert aujourd'hui.

(Vraie-France.)

Roubaix-Tourcoing ET LE NORD DE LA FRANCE

La séance de rentrée des Facultés a eu lieu mardi, à Douai, dans le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres. M. le recteur Fleury, entouré de M. le conseiller d'Etat préfet, du Nord, de M. le procureur général et d'une foule de notabilités ecclésiastiques, civiles et militaires, présidait la cérémonie.

MM. les doyens ont d'abord rendu compte des travaux de l'année.

Ensuite ont été proclamés les noms des lauréats de la Faculté de droit. Voici ceux qui appartiennent au département du Nord :

1^{re} ANNÉE.

Droit romain. — 1^{er} médaille, M. Emile-Achille Dubois, de Douai.

2^e mention honorable, M. Hector-Eugène-Joseph Defontaine, de Bailleuil.

Code civil. — 2^e médaille, M. Dubois, déjà nommé.

2^e mention honorable, M. Defontaine, déjà nommé; 4^e id., M. Edouard Desca-pringalle, de Lille.

3^e ANNÉE.

Code civil. — 1^{er} médaille, M. Stéphane-François Van Ouve, de Frasnoy; 2^e id., M. Gaston Dufour, de Dunkerque.

1^{re} mention honorable, M. Georges Dassoille, de Lille; 3^e id., M. René Selloise, de Lille; 4^e id., M. Léon Lacour, de Maubeuge.

Procédure civile et Législation criminelle. — 1^{er} médaille, M. Lacour, déjà nommé; 2^e id., M. Charles Werquin, de Fives-lez-Lille.

1^{re} mention honorable, M. Bérodez, déjà nommé; 2^e id., M. Dassoille, idem.

3^e ANNÉE.

Droit romain. — 2^e médaille, M. Jules Herbeaux, de Douai.

1^{re} mention honorable, M. Emile Godron, de Lille; 2^e id., M. Ferdinand Deschodt, d'Hazebrouck.

Code civil. — 1^{re} médaille, M. Godron, déjà nommé; 2^e M. Albert Guichard, de Lille.

1^{re} mention honorable, M. J. Herbeaux, déjà nommé; 2^e id., M. Henri Boitel, de Lille; 3^e M. Deschodt, déjà nommé.

4^{me} ANNÉE.

2^e médaille d'or, M. Georges Deligne, de Cambrai.

M. Mascout est nommé curé de Banteux.

M. Roussel, (d'Armentières) est nommé aumônier des Frères des Ecoles chrétiennes de la communauté de Saint Eubert, à Lille.

M. Berteloot, vicaire de Berthem, est nommé curé de cette paroisse, en remplacement de M. Vermeersch, décédé.

Il vient d'entrer à l'hôpital une petite fille de cinq ans, nommée Marie Rieders, brûlée, il y a un mois environ, par une bouilloire qu'en l'absence de sa mère, elle avait fait tomber du poêle sur elle. Ces brûlures, ayant paru d'abord insignifiantes, ont été négligées. Aujourd'hui, par une complication soudaine de son mal, l'enfant se trouve près d'y succomber.

Hier matin, à 9 heures, un tisserand belge de 42 ans, nommé Ivo V..., a tenté de se suicider dans son logement, rue du Fontenois. Il s'est fait dans la gorge, à l'aide d'un couteau de table, une entaille qui avait sept centimètres de longueur. On ne croit pas cependant que sa blessure sera mortelle. Ce n'est pas la première fois, paraît-il, que ce malheureux essaie d'en finir ainsi avec la vie, mais sans aller chercher bien loin la cause d'une semblable manie, il suffira de dire que le pauvre homme était encore, il y a quatre mois, à l'asile d'Armentières.

Lundi prochain, 22 novembre, M. Yonge, professeur du cours public de langue anglaise, de Roubaix, ira donner une conférence sur Shakespeare, à la société « The British Institute » de Lille. Les sujets sont : *Macbeth*, *Henri VI*, *Hamlet*, 4^e acte d'*Othello*.

Les accidents de fabrique se multiplient. Nous en avons malheureusement encore un à signaler